



## DÉTENTE ENTRE L'ARABIE SAOUDITE ET L'IRAN

ANDREW ENGLAND-  
*FINANCIAL TIMES-13/3/2023*

« Il y a cinq mois, les États-Unis ont survolé le Golfe avec des avions de guerre pour désamorcer la menace d'une attaque imminente de l'Iran contre l'Arabie saoudite, ce qui a été interprété comme un signe d'escalade des tensions entre les puissances rivales du Moyen-Orient.

Mais vendredi, Washington s'est prudemment joint aux États arabes pour saluer l'annonce selon laquelle Riyad et Téhéran avaient convenu de rétablir des relations diplomatiques pleines dans le cadre d'un accord négocié par la Chine.

Cet accord témoigne de l'engagement des pays à l'égard de la Chine et suscite l'espoir d'une fin du conflit au Yémen. Cette nouvelle position a surpris de nombreuses personnes au Moyen-Orient, notamment parce que, depuis des années, l'Arabie saoudite et l'Iran sont des ennemis jurés qui s'opposent dans divers conflits (...). Le rôle de la Chine, premier acheteur de pétrole brut à l'Arabie saoudite et à l'Iran et l'une des rares grandes puissances à entretenir des relations avec les deux pays, semble avoir été décisif (...). »



## LES TRAUMATISMES DE LA TURQUIE ET DE LA SYRIE

ÉDITORIAL-LA  
*VANGUARDIA-6/3/2023*

« Il y a un mois, la terre a tremblé avec une force inégalée depuis un siècle dans le sud-ouest de la Turquie et le nord de la Syrie. Le premier tremblement de terre a été suivi de 17 000 répliques et le bilan de la tragédie, encore provisoire, est terrifiant : 51 000 morts (45 968 en Turquie et le reste en Syrie), plus de 100 000 blessés et des dégâts considérables aux bâtiments et aux infrastructures.

Plus de 14 millions de personnes ont été touchées par la catastrophe et au moins 1,5 million sont sans abri. Dans les jours qui ont suivi la tragédie, un élan de solidarité internationale

s'est manifesté par l'envoi d'équipes de secours et d'une aide d'urgence. Un mois plus tard, cette aide humanitaire reste indispensable, tout particulièrement en Syrie (...)

(...) Le gouvernement turc prévoit de reconstruire 200 000 appartements et 70 000 maisons, mais cela prendra de nombreux mois et coûtera une somme astronomique se chiffrant à 43 milliards d'euros.

En Syrie, la situation est encore pire et l'écart entre ce qui est nécessaire et ce qui arrive est abyssal. Avant le tremblement de terre, quatre millions de personnes recevaient déjà de l'aide dans le nord-ouest du pays et 2,8 millions étaient déplacées. Le HCR estime aujourd'hui à 5,3 millions le nombre de personnes ayant besoin d'un logement. La secousse politique perdure également. En Turquie, à quelques mois des élections de mai, la collusion du président Erdogan avec les constructeurs, dont il vient d'ordonner l'arrestation de bon nombre d'entre eux pour non-respect de la réglementation antisismique, pourrait lui passer facture. (...) En Syrie, Bachar Al Assad a pu multiplier les contacts avec les pays arabes et l'aide de l'UE a été assouplie. (...) »



## EN TUNISIE, LA MENACE PÈSE SUR LES OPPOSANT-ES ALGÉRIEN-NES

ZEÏNEB BEN ISMAIL-  
*INKYFADA-9/3/2023*

« En février 2023, la militante Amira Bouraoui fuit précipitamment la Tunisie vers la France, pour éviter d'être extradée vers l'Algérie, où elle est menacée. En août 2021, Slimane Bouhafis est enlevé et extradé vers l'Algérie, où il est détenu depuis plusieurs mois. Zakaria Hannache, quant à lui, est actuellement sous le coup d'un mandat d'arrêt international et craint que la Tunisie ne le livre à l'Algérie.

Alors que la Tunisie s'enfonce dans une crise socio-économique, dans un climat marqué par une multiplication des arrestations politiques, ces trois affaires sont emblématiques du manque de sécurité pour les opposant-es algérien-nes venu-es y chercher refuge.

'Les conséquences de la situation actuelle en Tunisie seront déterminantes pour la sécurité des activistes algérien-nes réfugié-es dans ce pays', insiste une source anonyme proche du dossier. (...)

En 2019 et 2020, des manifestations secouent l'Algérie. Le Hirak critique les mandats successifs du président Abdelaziz Bouteflika et l'élection de son successeur Abdelmadjid Tebboune. À travers ce mouvement, plusieurs personnalités, symboles d'opposition, émergent.

Parmi elles, Amira Bouraoui et Zakaria Hannache, dit Zaki. Il et elle réclament des réformes politiques, et sont incarcéré-es pour leurs prises de positions, notamment sur les réseaux sociaux.

Bouraoui, ancienne gynécologue et journaliste, est ainsi détenue (...) pour 'offense à l'islam' et 'atteinte à la personne du président de la république'. Quant à Zaki Hannache, il se fait remarquer pour son travail de collecte et de publication d'informations sur les arrestations de prisonnier-es d'opinion. Le militant des droits de l'homme est poursuivi en Algérie depuis 2022 pour 'apologie du terrorisme' et 'atteinte à l'unité nationale'.

Le pouvoir n'a pas attendu le Hirak pour menacer les opposant-es. Dès septembre 2016, Slimane Bouhafis, un militant amazigh et chrétien converti, est condamné pour 'atteinte à l'islam et au prophète Mohamed'.

Après sa libération, Bouhafis se réfugie en Tunisie. Quelques années plus tard, Zaki Hannache et Amira Bouraoui prennent la même décision. Mais même loin de leur pays d'origine, ces militant-es restent menacé-es. (...) »



## UN POGROM APPROUVÉ PAR LE POUVOIR

ÉDITORIAL-HAARETZ-28/2/2023

« Les violentes exactions commises par des centaines de colons dans la ville palestinienne de Huwara, en Cisjordanie, au lendemain de l'attentat terroriste dans lequel ont péri Hillel et Yagel Yaniv, habitants de la colonie de Har Bracha, ont duré plus de cinq heures. Des centaines

de colons ont lancé des pierres et mis le feu à des maisons et à des véhicules. Un homme de 37 ans a été abattu d'une balle et une centaine de personnes ont été blessées. (...)

Ne vous trompez pas quant à l'identité des émeutiers. Le député Yoav Segalovitch [Yesh Atid, centriste] a eu raison de souligner : 'Ces gens n'ont pas été pris d'un coup de folie, ils sont soutenus par les politiques.' (...) Voici ce que le député Zvika Fogel [Otzma Yehudit, extrême droite] a cru bon d'affirmer [le 27 février], en réaction au pogrom : 'L'effet dissuasif [...], dans le sillage de ce que vous appelez des 'pogroms', n'a pas été obtenu en Israël depuis l'opération Bouclier défensif en Judée-Samarie [offensive majeure des forces israéliennes en 2002 en Cisjordanie].' Quand on lui a demandé s'il était satisfait des résultats des émeutes, il a répondu : 'J'en suis même très satisfait, parce qu'à Huwara ils ont compris qu'il y avait un équilibre de la terreur que les forces de défense israéliennes [Tsahal] n'arrivent pas à établir.'

Rappelez-vous ces remarques la prochaine fois qu'une personne 'de bon sens' prononcera les mots 'dissuasion' et 'gouvernabilité'. C'est exactement ce qu'ils veulent dire. 'D'où que viennent des terroristes pour me tuer, je veux voir cet endroit brûler. Brûler métaphoriquement', a expliqué Zvika Fogel afin d'éclaircir sa conception de la gouvernabilité. Et, en effet, le monde entier a vu Huwara brûler. Pas métaphoriquement.

(...) Fait troublant, Tsahal et la police semblent aussi avoir perdu la main sur les événements en Cisjordanie (...) et ont été incapables d'arrêter le pogrom. C'est d'autant plus inquiétant que les incidents survenus dans la région de Naplouse pourraient fort bien déclencher des affrontements plus importants en Cisjordanie, contre lesquels les forces de défense [les services de renseignements] mettent en garde depuis longtemps.

Tout cela se produit à l'heure où le gouvernement israélien a à sa tête un Premier ministre mis en accusation, sous la coupe de nationalistes et d'extrémistes racistes. Un gouvernement qui, au lieu de veiller à la sécurité de ses citoyens et de ses sujets, démantèle la démocratie,

mettant le feu à la région et sapant les fondements de l'État. »



## QUEL AVENIR POUR L'ISLAM POLITIQUE ?

**YASMINE IBRAHIM-DARAJ (TRADUIT DE L'ARABE PAR COURRIER INTERNATIONAL)-18/2/2023**

« La laïcité, la Cour suprême, l'enseignement public, les droits des Palestiniens, l'égalité hommes-femmes, l'acceptation de l'homosexualité... Beaucoup d'acquis ou de sujets sont aujourd'hui menacés par la participation de partis radicaux juifs au nouveau gouvernement de coalition du Premier ministre israélien, Benyamin Nétanyahou.

Les Palestiniens, et plus généralement les Arabes, récupéreront-ils ces thématiques pour se positionner comme progressistes et modernes par contraste avec la montée en puissance du fondamentalisme en Israël ? Ou au contraire réagiront-ils par la surenchère, en favorisant encore plus [la place de] l'islam pour faire pièce à un surplus de judaïsme.

Tout porte à croire que ce sera plutôt la seconde option qui l'emportera puisque le Hamas et le Djihad islamique pèsent incomparablement plus lourd que les forces progressistes. En revanche, ni l'un ni l'autre ne pourront s'appuyer sur la mouvance islamiste plus large. Car dans l'ensemble de la région, l'islam politique n'est pas au meilleur de sa forme.

En Turquie, les élections (...) s'annoncent difficiles pour (...) Erdogan et son parti islamo-conservateur, l'AKP. Et il est significatif que le principal sujet de campagne ne soit pas la crise économique aiguë, mais le rejet raciste des réfugiés syriens.

Dans le passé, Erdogan leur avait ouvert ses bras pour leur permettre d'échapper à l'enfer de la répression menée par Bachar Al Assad. (...). Aujourd'hui, il semble prêt à se réconcilier avec le régime pour négocier avec lui le retour de ces mêmes réfugiés en Syrie.

Cela a fait perdre à Erdogan son lustre de protecteur des musulmans

sunnites et de figure tutélaire des partis politiques islamistes, voire de groupes armés.

À cela s'ajoute un autre virage de la politique turque. Après des années de froid avec Israël, on assiste en effet à un réchauffement des relations entre Ankara et Tel-Aviv avec l'annonce du rétablissement des relations diplomatiques entre Israël et la Turquie.

En outre, l'Arabie saoudite, qui fut jadis le principal parrain de l'islamisme sunnite, n'accorde plus guère de place à l'islam dans son projet politique. Le prince héritier Mohammed ben Salmane (MBS) mise en effet davantage sur l'ouverture du pays ainsi que sur la culture du divertissement.

Mais c'est surtout la matrice même des mouvements islamistes, à savoir les Frères musulmans, qui se trouve aujourd'hui affaiblie. Leur organisation ne s'est pas remise des deux coups successifs subis en Égypte d'abord, avec le coup d'État contre le président frériste Mohammed Morsi [par Al Sissi, en 2013], puis en Tunisie avec la mise hors jeu [en 2022 par Kaïs Saïed] de Rached Ghannouchi [chef de file du parti Ennahda, affilié aux Frères].

(...) les divisions internes font surface. Les Frères musulmans sont ainsi secoués par une lutte intestine pour le poste d'un nouveau guide, [lutte qui s'est ravivée] depuis le décès du guide intérimaire Ibrahim Mounir, (...), entre le 'camp égyptien' et le 'camp londonien' soutenu par le "camp stambouliote".

Il n'est pas impossible que cela mène à l'implosion de cette très vieille organisation. (...) c'est tout le paysage régional qui montre que le contexte n'est plus aussi favorable que par le passé pour permettre aux islamistes [de tous bords] de prospérer et d'avancer leur agenda.

Au moment où (...) Erdogan n'apparaît plus comme le protecteur des sunnites, l'islam chiite assiste aussi à l'affaiblissement de son principal pôle, à savoir le régime des mollahs iranien. L'Iran est en effet affaibli par ses difficultés intérieures, avec la crise économique, la contestation et la répression en cours, (...).

Mais c'est surtout en Irak que ce recul de l'influence de l'Iran et de

l'islam politique chiite est visible. Le Premier ministre irakien, (...) Al Soudani, qui a été porté au pouvoir par les forces irakiennes alliées de Téhéran [en octobre 2021], n'a pas tardé à montrer des signes d'indépendance [et une volonté de se rapprocher des Américains]. Il sait probablement que c'est pour lui le seul moyen de remédier à la dégradation de la situation économique. »



**POUTINE A COMMENCÉ SA GUERRE INJUSTE IL Y A UN AN**  
*ÉDITORIAL-NEW YORK*  
*TIMES-18/02/2023*

« Un an après que Vladimir Poutine ait ordonné l'invasion de l'Ukraine, la guerre est loin de se terminer. Mais aussi vaillante que soit la lutte des Ukrainiens et aussi vagues que soient les prestations des forces armées russes, l'Ukraine ne peut prévaloir sans une aide continue et substantielle de l'Occident. Depuis l'invasion, celle-ci a coûté aux Américains et aux Européens plus de 150 milliards de dollars, et les armes fournies à l'Ukraine comprennent désormais les derniers chars et systèmes antiaériens occidentaux.

Les États-Unis et leurs principaux alliés sont restés fermement déterminés à soutenir l'Ukraine dans sa lutte, et leur population en a largement accepté l'énorme coût. Aux États-Unis, la résistance politique s'est limitée à quelques voix d'extrême droite et d'extrême gauche. Mais les questions se multiplieront au fur et à mesure que la guerre se prolonge. (...)

En dehors de l'Europe et des États-Unis, le soutien à la cause ukrainienne est beaucoup moins solide, ce qui rend les efforts pour punir la Russie (...) moins efficaces. Le secrétaire d'État Antony Blinken a déclaré dans une interview (...) que la Chine fournit une assistance non létale à la Russie et 'envisage sérieusement de fournir une assistance létale à la Russie'. (...)

Pour renforcer l'alliance qui soutient l'Ukraine, (...) il est utile d'examiner pourquoi il est dans l'intérêt des États-Unis et d'autres démocraties (...) de prendre un risque

aussi grand face à une puissance nucléaire.

La première raison, (...) est l'obligation morale et éthique des démocraties du monde d'aider une nation dont la liberté est menacée par un pouvoir autoritaire. L'autodétermination nationale est (...) un principe directeur de la politique étrangère américaine. (...) Poutine a clairement violé ce principe et menace de ramener l'Europe à l'instabilité des temps anciens (...).

Les Russes pourraient arguer que les États-Unis sont loin d'être innocents (...) Il est certain qu'il y a beaucoup à critiquer et à débattre de la politique étrangère des États-Unis pendant et après la Guerre froide. D'autres (...) affirment que les États-Unis ont de plus provoqué Poutine en ne respectant pas les intérêts nationaux de la Russie et, (...) en faisant pression pour que l'Ukraine (et la Géorgie) rejoigne l'OTAN.

(...) il est important de se rappeler que ce n'est pas l'OTAN qui s'est empressée de s'étendre. Au contraire, de nombreux pays qui avaient souffert du contrôle répressif et souvent brutal de Moscou ont cherché (...) la protection de l'alliance occidentale contre ce qu'ils (...) craignaient être une résurgence des ambitions russes. (...)

Ce sont les Ukrainiens qui se sont soulevés lors de la 'Révolution orange' contre des élections truquées pour produire un résultat pro-russe en 2004 et les Ukrainiens qui sont descendus à nouveau dans la rue en 2014 pour protester contre la décision (...) du président Viktor Ianoukovitch de ne pas chercher à établir des relations plus étroites avec l'UE. Pour Poutine, le danger ne concernait pas la sphère d'influence de la Russie, mais sa sphère de pouvoir personnelle ; une Ukraine démocratique et pro-occidentale menaçait de répandre des idées qui remettraient directement en cause son monopole du pouvoir. (...)

En fin de compte, rien de ce que les États-Unis ou leurs alliés ont fait ou omis de faire (...) depuis l'effondrement de l'Union soviétique ne justifie de près ou de loin la tentative de Poutine de soumettre l'Ukraine par la force brute. Il faut l'arrêter et permettre à l'Ukraine de choisir un avenir démocratique

et indépendant. C'est ce que les dirigeants américains devraient mettre en avant pour justifier leur soutien continu.

Un conflit qui se termine par une Ukraine plus forte enverra le message que les États-Unis ont la détermination et la capacité d'aider à contrer les excès des autocrates et des malfrats. (...)

Les déclarations régulières de l'administration Biden sur le soutien total à l'Ukraine (...) démontrent que les États-Unis n'ont pas, comme le pensait Poutine, perdu à jamais leur capacité de leadership. La volonté des États-Unis de s'opposer à Poutine a rassemblé la plupart des principales démocraties du monde autour d'une cause commune. (...)

Pourtant, (...) on ne sait toujours pas ce que la victoire pourrait signifier pour l'un ou l'autre camp. Un retour aux lignes de démarcation d'il y a un an perpétuerait les tensions sur plus de 1 600 km, et il est peu probable que les Russes renoncent un jour à la Crimée, la péninsule de la mer Noire qu'ils occupent depuis 2014 et qu'ils considèrent incontestablement comme une terre russe.

Seule la diplomatie peut permettre de parvenir à quelque chose ressemblant à un accord de paix viable. En fin de compte, cela devrait être l'objectif de tout soutien à l'Ukraine. C'est le seul moyen pour les Russes de commencer à inverser leur aliénation économique et sociale de l'Europe et le seul moyen pour les Européens de réaffirmer l'ordre d'après-guerre qui leur a apporté des décennies de stabilité, de prospérité et de sécurité relatives.

Mais la diplomatie sérieuse ne pourra être mise en œuvre que si la Russie accepte qu'elle ne peut pas faire plier l'Ukraine. Et pour cela, les États-Unis et leurs alliés ne peuvent pas faiblir dans leur soutien. »



**GUERRE EN UKRAINE : LE MOYEN-ORIENT REFUSE TOUJOURS DE CHOISIR SON CAMP**

*PAULINE VACHER-L'ORIENT LE*  
*JOUR-24/02/2023*

« Un invité quelque peu embarrassant. Cible de sanctions

américaines et britanniques, le vice-Premier ministre russe Denis Mantourov a fait le 20 février une apparition dans la tente excentrée de la Russie au Salon de l'armement d'Abou Dhabi, (...). La Fédération émiratie, qui ne s'est pas associée aux sanctions occidentales, continue de proclamer sa neutralité entre son partenaire russe et son allié américain. À l'instar de nombreux pays du Moyen-Orient, qui en tant que partenaires stratégiques de Washington se sont distingués par une forme d'attentisme face au conflit, préférant l'équilibrisme à une prise de position claire.

Une attitude que la présence de drones iraniens sur le terrain ukrainien, utilisés par la Russie pour cibler notamment les infrastructures stratégiques de son voisin et signalant un rapprochement militaire entre les deux partenaires, ne semble pas avoir ébranlé.

Aussi, seuls le Koweït et le Qatar, déclaré (...) allié majeur non membre de l'Otan par Washington, ont fermement condamné l'invasion de l'Ukraine. Mais pour nombre de capitales au Moyen-Orient, les conflits régionaux où Moscou est impliqué (...) ont davantage d'impact que le conflit russo-ukrainien pour lequel les Occidentaux cherchent à les mobiliser.

A minima, l'influence accrue du Kremlin dans la région empêche une condamnation ferme de l'invasion de l'Ukraine, quand elle ne favorise pas un rapprochement avec la Russie. La Syrie, dont le président a réussi à se maintenir au pouvoir grâce à son parrain russe, s'est ainsi empressée de soutenir Moscou (...)

Face à la présence russe en Libye et en Syrie, l'Égypte et la Jordanie ont quant à elles adopté une stratégie d'équilibrisme entre l'Ukraine et ses alliés occidentaux d'un côté et la Russie de l'autre. De même, les pays du Golfe ont justifié leur position d'entre-deux en évoquant la diversification de leurs partenariats en marche (...) face au désengagement américain de la région.

Mais plus que leur neutralité, ce sont certaines décisions et mesures vues comme des gestes de soutien envers le Kremlin qui ont irrité les Américains, (...). Ainsi, la guerre (...)

'aura permis aux pays du Conseil de coopération du Golfe (CCG) de penser la mise en place d'un système hermétique aux sanctions occidentales et de construire un lieu de refuge pour les oligarques russes contre ces dernières', constate Cinzia Bianco, chercheuse au European Council on Foreign Relations.

À Dubaï, où les investissements russes se sont multipliés depuis l'année dernière, un quartier a même été rebaptisé 'la petite Moscou'. D'autres pays, comme la Turquie et Israël, ont également ouvert leurs portes à ces ultrariches, (...).

(...) l'Arabie saoudite, dont la Russie est devenue un partenaire stratégique dans le cadre de (...) l'OPEP+, décidait en octobre dernier de diminuer de deux millions de barils sa production journalière. Une décision perçue à Washington comme un soutien direct à l'effort de guerre de Moscou en Ukraine, atténuant par le maintien de cours élevés l'effet des sanctions déjà en place. Pour se défendre, Riyad a évoqué la primauté de ses intérêts nationaux sur le soutien inconditionnel de la politique étrangère de son allié américain.

(...), les chancelleries occidentales sont tout de même parvenues à obtenir le vote par l'Arabie saoudite et les EAU de la résolution de l'ONU condamnant l'annexion illégale de quatre régions ukrainiennes. Au même moment, les deux pétromonarchies annonçaient également plusieurs centaines de millions de dollars d'aide à destination de l'Ukraine.

Profitant de leur position d'entre-deux, Abou Dhabi et Riyad se félicitaient en décembre du succès de leur médiation dans un échange de prisonniers entre Washington et Moscou. 'L'Arabie saoudite et les EAU jouent le jeu multipolaire. (...)', indique Cinzia Bianco.

Et pourtant, un rival qui leur est familier a fait son entrée sur le théâtre ukrainien début octobre. Après avoir longtemps rejeté les accusations américaines de livraison de drones kamikazes à Moscou, l'Iran a reconnu (...) avoir livré 'un nombre limité de drones, mais plusieurs mois avant la guerre en Ukraine'.

(...) Si les pays du Golfe n'ont pas encore exprimé d'inquiétude

particulière face à cette collaboration, 'les relations militaires croissantes entre l'Iran et la Russie poussent Israël à abandonner sa position neutre face au conflit et à envisager pour la première fois de soutenir militairement l'Ukraine', analyse Randa Slim. (...) Allié de Washington, il [État hébreu] tente néanmoins d'éviter toute friction avec Moscou, ayant besoin de l'appui de la Russie pour ses opérations en Syrie voisine, où il est accusé de conduire régulièrement des frappes contre des positions pro-iraniennes, rarement revendiquées.

Néanmoins, le 16 février, le ministre israélien des Affaires étrangères, Eli Cohen, se rendait en Ukraine (...). 'Nous avons parlé de renforcer la coopération avec l'Ukraine contre la menace iranienne sur la scène internationale', a-t-il déclaré, (...). Les modalités d'une telle coopération n'ont cependant pas été révélées et Israël n'a pas non plus confirmé qu'il répondrait aux demandes de l'Ukraine quant à une éventuelle livraison d'armes.

Si Israël, comme d'autres, a tenté (...) d'utiliser sa position d'équilibrisme pour engager une médiation entre les deux belligérants, un seul pays a jusqu'à présent réussi à obtenir des résultats tangibles : la Turquie. Malgré les condamnations de l'invasion de l'Ukraine par la Russie, des annexions déclarées unilatéralement, et les livraisons de drones Bayraktar à Kiev depuis 2019, Ankara a continué d'entretenir des liens commerciaux, en particulier énergétiques, avec Moscou et a refusé de s'associer aux sanctions occidentales.

(...) Erdogan a notamment permis la signature d'un accord sur les exportations de céréales ukrainiennes par la mer Noire, tandis que les services de renseignements turcs ont organisé (...) une réunion entre les chefs du renseignement russe et américain, au plus fort de la guerre, rapporte (...) l'International Institute for Strategic Studies.

Des efforts de médiation qu'Ankara pourrait renouveler à l'approche des élections générales (...), alors que le pouvoir turc est actuellement sous le feu des critiques pour sa gestion du séisme (...). »/